

---

# LIVRE WOUJ 2025

---

**BRISER  
LE PACTE COLONIAL**  
*Pour une loi juste et populaire*

Livre Rouge des Assises Populaires contre la Vie Chère  
Martinique 2025



# POURQUOI CE LIVRE ?



Parce que les paroles s'envolent, mais les écrits restent.

Parce qu'à force de ne pas être écoutés, nous espérons au moins être lus.

Et si ce n'est pas par ceux qui gouvernent aujourd'hui, alors peut-être par ceux qui leur succéderont.

Ce "Livre Rouge" est un cri contenu dans une couverture.

Un cri de dignité, de mémoire, de vérité.

Il est né de la colère, oui. Mais surtout d'une volonté inébranlable de justice.

Nos ancêtres se sont battus pour survivre.

Ils ont été esclaves, colonisés, réprimés, exploités.

Mais ils ont transmis ce qu'ils pouvaient : une langue, un pays, et un peu d'instruction pour que nous puissions, un jour, comprendre. Comprendre ce que nous subissons, ce que nous méritons, ce que nous devons exiger.

Aujourd'hui, nous comprenons. Et personne ne peut prétendre ignorer ce que nous disons : nos propos sont clairs, posés, légitimes. Nous avons utilisé tous les canaux : réunions, pétitions, marches, lettres, concertations, débats... Nous avons tout tenté, dans toutes les formes de politesse et de patience possibles.

# POURQUOI CE LIVRE ?



Mais il y a une limite.

Nous sommes fatigués des constats.

Fatigués des rapports, des études, des promesses sans lendemain.

Fatigués que nos réalités soient niées ou camouflées sous des statistiques aseptisées.

Fatigués que chaque réforme naisse loin de nous, sans nous, contre nous parfois.

Les lois qui décident de notre quotidien sont écrites sans notre voix.

Les parlementaires, les ministres, les technocrates rédigent, planifient, réforment, sans jamais nous consulter véritablement.

Alors qui représentent-ils ?  
Le peuple ou eux-mêmes ?

Il est temps de le dire : un pouvoir politique qui se coupe du peuple ne sert plus la démocratie. Il la trahit.

Ce livre n'est ni une supplique ni un pamphlet.  
C'est un document de vérité.

Il rassemble les propositions, les colères, les visions, les urgences, les revendications recueillies auprès de notre peuple – dans la rue, par mail, sur papier, par formulaire.

Ce livre, c'est la parole collective que vous ne pourrez pas balayer d'un revers de main.

Il ne s'effacera pas.

**Et il restera là, rouge comme le feu qui couve. Rouge comme le sang de nos luttes. Rouge comme l'urgence d'agir.**

**LE PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE**

# SOMMAIRE

## ⊙2 & ⊙3

Pourquoi ce livre ?

## ⊙4

Moments phares

## ⊙4

Sommaire

## ⊙5

Point de départ

## ⊙6

Pourquoi maintenant ?

## ⊙7

La grande distribution : le cancer du système

## ⊙8

Méthodologie

## ⊙9

APVC : propositions populaires

## 1⊙

APVC : Les députés présents

## 11

Une bouteille à la mer...

# POINT DE DÉPART

01

Nous vivons dans les territoires dits d'outre-mer avec **des prix de riches et des salaires de pauvres**. Le taux de pauvreté atteint jusqu'à 33 % en Martinique, contre 14 % en France hexagonale.

02

Le **chômage est deux fois plus élevé**. Le coût du logement, des denrées alimentaires, des transports et des abonnements est jusqu'à **70 % supérieur à celui de l'Hexagone**. Même les impôts locaux sont plus élevés, et les services publics, eux, plus rares.



03

Le **problème** n'est pas seulement **économique**. Il est **structurel, colonial, et politique**. Il trouve racine dans un modèle dépendant, centré sur l'importation, dominé par quelques **groupes monopolistiques** qui tiennent la distribution, l'import-export, l'agro-industrie et parfois les médias.

04

Les **conséquences** sont : la **paupérisation**, la **violence**, le recul du lien social, l'**émigration massive** des jeunes et des talents. Le symptôme le plus grave ? **Une explosion de la violence**, des trafics, et une perte de confiance générale dans le système. Et **depuis 2009, rien n'a changé**. Au contraire.

06 ■

# POURQUOI MAINTENANT ?

En **octobre 2024**, le gouvernement a présenté un **protocole d'intention** lors de la **table ronde sur la vie chère**.

➔ Le **RPPRAC a refusé de le signer**, parce qu'aucune mesure concrète de baisse des prix n'était garantie. Depuis, aucun acte n'a suivi, au contraire **les prix ne cessent d'augmenter !**

➔ Depuis cette date, nos revendications n'ont pas changé :

1. Mise en place d'un **différentiel** de prix plafonné à 10-15 % entre L'Hexagone et les DROM-COM
2. Application du différentiel sur **TOUS** les produits **alimentaires, d'hygiène et médicaux**.
3. **Indexation** des salaires, retraites, minimas sociaux et pensions sur le coût de la vie réelle.

Depuis la **grève générale de 2009**, les syndicats réclament l'indexation générale, comme le bénéfice actuel des 40% de vie chère pour les fonctionnaires, qui eux-mêmes ne s'en sortent plus.

Les **agriculteurs**, eux, réclament une révision du POSEI et l'accès aux terres cultivables.



Une loi déposée sans prise en compte de nos propositions sera une nouvelle insulte faite à notre peuple.

Nous refusons les mesures cosmétiques.

Nous refusons les annonces sans actes.

Nous refusons le mépris.

➔ Nous voulons que cette loi traite enfin le problème à sa racine :

➔ Il est temps de briser définitivement le pacte colonial.

# LA GRANDE DISTRIBUTION : LE CANCER DU SYSTEME



## ⊙ TRANSPARENCE

La **grande distribution** est le lieu concret où se manifeste la vie chère pour les familles populaires. **Depuis 2009**, les enseignes se sont multipliées, les marges n'ont pas baissé, et la transparence est inexistante. Selon le CESER, les mêmes groupes contrôlent souvent la logistique, l'importation et la vente finale. **Un véritable cartel économique.**



## ⊙ LÉGISLATION À CHANGER

L'**absence de régulation réelle** permet que les produits de première nécessité soient vendus jusqu'à 80 % plus cher qu'en hexagone, sans justification logistique valable. **Des décrets doivent être pris en urgence pour bloquer ces prix, secteur par secteur.**



## ⊙ ANALYSE CRITIQUE : LOI VALLS VS LOI BELLAY

La **loi Bellay** a proposé d'élargir le Bouclier Qualité Prix à d'autres produits (téléphonie, électroménager) et de plafonner les marges. La **loi Valls** va plus loin :

- baisse ciblée de 20 % sur 6000 produits,
- création d'une police de la concurrence,
- TVA à 0 % sur certains biens essentiels.

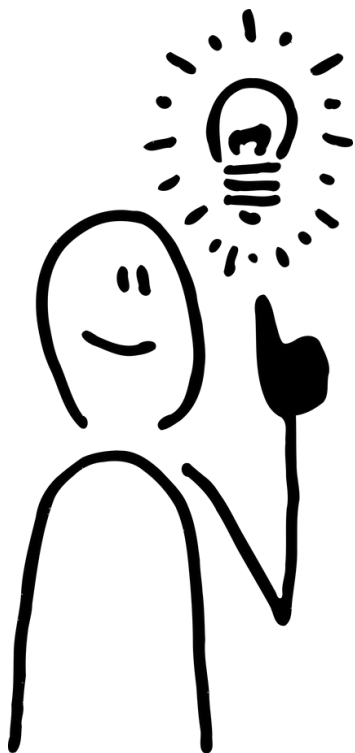
### Mais aucune ne répond à nos demandes populaires :

- Rien sur l'encadrement des loyers,
- Rien sur les frais bancaires ou les abonnements Internet,
- Aucune indexation des salaires sur le coût de la vie,
- Aucune volonté de réformer la structure même de l'économie de rente,
- Aucune réflexion sur l'autonomie politique ni sur la continuité territoriale.

**Nous ne voulons pas d'une loi cosmétique. Nous exigeons une loi de rupture.**

# MÉTHODOLOGIE

## ⦿ CONSULTATION POPULAIRE



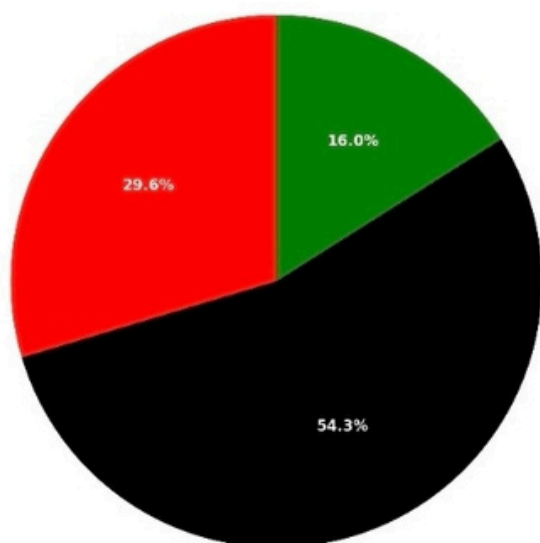
Cette contribution populaire repose sur **243 propositions** recueillies par :

- Google Forms : 72 réponses
- E-mails : 132 réponses
- Feuilletés papiers remplis sur place : 39 réponses

Les 243 propositions recueillies dans le cadre des **Assises Populaires contre la vie chère** ont été, dans certains cas, multiples au sein d'une même contribution. Toutes ne portaient pas directement sur la vie chère ou ses causes structurelles, mais elles traduisent un **besoin profond de transformation sociale, économique et politique**. Chaque proposition a été lue, dépouillée, analysée et classée avec rigueur. L'ensemble de ces contributions a été compilé dans un tableur exhaustif, qui sera transmis dans son intégralité à nos députés des "pays des océans", afin qu'ils puissent mesurer la **richesse et la profondeur de cette parole populaire**.

■ Feuilletés papier ■ googles forms ■ e-mails

Répartition des 243 propositions issues des Assises Populaires



Ce que nous présentons ici est **une synthèse** : un **classement thématique des propositions** spécifiquement liées à la vie chère. Il ne s'agit pas d'un résumé, mais d'un regroupement structuré qui permet d'avoir une **vision globale**, mais précise, des **attentes exprimées par nos populations**.

# APVC : PROPOSITIONS POPULAIRES

## THÈME 2

### **Encadrement des loyers et services essentiels**

- Blocage des prix des loyers pendant 12 mois renouvelables
- Encadrement des abonnements téléphoniques, Internet et frais bancaires

## THÈME 4

### **Réforme fiscale locale**

- Fusion de la TVA et de l'Octroi de Mer, taux unique, lisible
- Suppression des surcoûts bancaires et postaux
- Réaffectation locale des recettes fiscales

## THÈME 6

### **Autonomie institutionnelle élargie**

- Pouvoirs locaux accrus pour bloquer les prix
- Consultation obligatoire de la population pour toute décision majeure

## THÈME 1

### **Encadrement des prix & contrôle populaire**

- Encadrement et limitation stricte des prix
- Application immédiate aux autres secteurs économiques : transport, énergie, téléphonie, logement, pièces auto
- Création d'un organisme de contrôle populaire
- Transparence sur la composition des prix (transport, taxe, marge)

## THÈME 3

### **Rupture des monopoles & autonomie alimentaire**

- Limitation des surfaces commerciales
- Taxation des groupes d'importation à forte empreinte carbone
- Développement de circuits courts, vente directe, coopératives
- Priorisation du commerce avec la Caraïbe

## THÈME 5

### **Autonomie politique et continuité territoriale**

- Application pleine et entière de la continuité territoriale pour TOUS les produits essentiels
- Fin des discriminations budgétaires entre territoires
- Début immédiat d'un processus de discussion sur l'autonomie politique des DROM-COM, à l'instar des territoires caribéens
- Accès local au pouvoir de régulation économique et sociale

# DÉPUTÉS PRÉSENTS AUX APVC



**Davy RIMANE**

*Député de GUYANE  
Président de la délégation  
des outre-mers de  
l'assemblée*



**Marcelin NADEAU**

*Député de Martinique  
Organisateur de  
l'évènement*



**Jean-Philippe NILOR**

*Député de Martinique  
Organisateur de  
l'évènement*



**Jean-Victor CASTOR**

*Député de la GUYANE*



**Mereana Reid ARBELOT**

*Députée de POLYNÉSIE*



**Frédéric MAILLOT**

*Député de LA RÉUNION*



**Jean-Hugues RATENON**

*Député de la REUNION*



**Mathilde PANOT**

*Députée Française  
Présidente de La France  
Insoumise*



**David CORMAND**

*Député Européen  
Ecologiste*

# UNE BOUTEILLE À LA MER...

## 01 ■ LOGIQUE

Nous ne sommes pas économistes, mais nous avons une logique. **Une logique de survie.** Moins de 30 députés ultramarins ne peuvent renverser la vapeur seuls. C'est **l'ensemble de la société française** qui doit comprendre que nous ne vivons pas dans la même réalité. Chaque jour qui passe sans action **creuse la misère, nourrit la colère, alimente la violence.** Nos territoires deviennent **invivables**, même pour les vacances.

## 03 ■ CONTINUITÉ VS RUPTURE

Le droit à la **continuité territoriale**, ce n'est pas un **gadget budgétaire** à activer ou désactiver selon la saison. C'est le **baromètre du respect républicain.** Si l'État veut nous appeler Français, qu'il nous traite comme tels. Il est temps de réparer le lien rompu et de **briser le pacte colonial.**

## 02 ■ UNE RÉPUBLIQUE, UNE FAMILLE

Prenons **une image simple** : celle d'une famille avec plusieurs enfants.

Chaque enfant représente un territoire français : la Bretagne, l'Île-de-France, la Martinique, la Guyane, Mayotte, la Réunion, etc.

**Un parent responsable ne traite pas ses enfants de manière arbitraire ou discriminatoire.**

Or c'est exactement ce que fait l'État français avec ses territoires dits ultra-marins.

## 04 ■ SOYONS CLAIRS : CELA SUFFIT.

- Nous ne réclamons pas un traitement de faveur.
- Nous exigeons l'**application pleine**, entière et concrète de l'**article premier de la Constitution.**
- Nous refusons d'être les "**oubliés de la République**" tout en étant tenus pour des citoyens "à part entière".

Le coût de la vie dans nos territoires n'est ni une fatalité, ni une spécificité culturelle.

Il est le résultat d'un **désengagement structurel** de l'État, d'un **abandon partiel mais organisé** de ses **responsabilités régaliennes.**

## CONCLUSION

Le pacte colonial doit exploser.

La France ne peut plus revendiquer notre appartenance sans en assumer les conséquences.

Elle nous traite comme les enfants délaissés d'une même famille, relégués dans les couloirs pendant que les autres dînent au salon.

Nous demandons que la République commence par appliquer ses propres lois sur nos territoires.

Après un an de lutte contre la vie chère, nous sommes obligés de nous rendre à l'évidence : seul un changement statutaire pourra nous permettre d'influer réellement sur nos problématiques insulaires et spécifiques.

Ce Livre Rouge est notre cri. Ce n'est pas un rapport. C'est un électrochoc. C'est une bouteille jetée à la mer. Avec une dernière once d'espoir qu'elle sera ramassée avant qu'on ne coule tous.



**MERCI POUR  
VOTRE ATTENTION !**

## **CONTACT**

Rodrigue PETITOT  
&  
Gwladys ROGER  
0696 98 73 53

*[rppracmartinique@gmail.com](mailto:rppracmartinique@gmail.com)*

